



Europe de l'Est : **EXODE vers l'Ouest**

Dans les nouveaux États européens, l'émigration aggrave le problème du vieillissement

Maria Petrakis

Pendant des décennies, la famille de Chris Topalov a navigué dans des eaux agitées, à la merci d'économies européennes à la dérive. Ses parents ont quitté leur Bulgarie natale pour échapper au chaos financier en 1997 ; le chaos les a rattrapés en Grèce, où Chris est né. En 2016, la famille a mis le cap sur les États-Unis dans l'espoir de jours meilleurs.

Cette année-là, l'odyssée familiale a incité Chris à étudier l'économie à l'université pour tenter de comprendre les maux de l'Europe. Mais, bien qu'il se sente bulgare, il ignore encore s'il retournera un jour dans son pays.

C'est un problème pour la Bulgarie et les autres pays d'Europe centrale, de l'Est et du Sud-Est, qui sont pour la plupart d'anciennes républiques socialistes. D'après les projections des Nations Unies, neuf des dix pays au monde dont la population diminue le plus vite se trouvent en Europe de l'Est. Ce déclin rapide n'est pas sans conséquences pour leur croissance économique et la prospérité en Europe que promettait la chute du communisme.

L'espérance de vie a augmenté de 67 à 74 ans depuis 1995, et le PIB par habitant a plus que doublé. Mais l'effet combiné de l'allongement de la vie, de la taille plus réduite des familles et de la facilité d'émigrer a engendré des tensions démographiques qui

pèseront de plus en plus sur la croissance et saperont les progrès enregistrés depuis la chute du Mur de Berlin. L'an dernier, le directeur général adjoint du FMI Tao Zhang avait prévenu que les pays de cette région risquaient d'être vieux avant d'être riches.

Il n'est donc pas surprenant qu'un grand nombre d'Est-Européens cherchent des ouvertures à l'étranger. Devenir membres de l'Union européenne a aidé ces pays à stimuler le commerce et l'investissement étranger et permis aux revenus par habitant de se rapprocher extraordinairement vite des niveaux mesurés en Europe de l'Ouest. Mais l'appartenance à l'UE a aussi maintenu la pression incitant les jeunes qualifiés à choisir l'exode, une tendance apparue avec la chute du communisme, en 1989.

Entre 1995 et 2017, les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est et du Sud-Est (ECESE) ont perdu environ 7 % de leur main-d'œuvre disponible, essentiellement des travailleurs jeunes et qualifiés comme les parents de Chris Topalov. Selon les Nations Unies, la population de cette région diminuera de 12 % d'ici 2050 sous l'effet du vieillissement et des migrations. La population active chutera d'un quart dans le même temps.

« Le vieillissement n'est pas problématique uniquement du point de vue des retraites publiques », indique Alasdair Scott, économiste au FMI et coauteur

d'une étude démographique récente sur l'Europe centrale et orientale. « Il a de graves conséquences dans les domaines de la santé et des services sociaux et plus généralement sur la croissance et l'aspiration de ces pays à voir leurs revenus converger avec ceux de l'Europe de l'Ouest. »

D'après cette étude, la réduction de l'offre de main-d'œuvre et la moindre productivité des travailleurs plus âgés ainsi que les tensions budgétaires accrues liées au financement des soins de santé et des pensions pourraient coûter à ces pays environ 1 % de PIB par an au cours des trente prochaines années. Cela freinera la convergence des revenus avec l'Europe de l'Ouest : en 2050, le PIB par habitant de ces pays représentera toujours 60 % seulement du PIB par habitant en Europe occidentale. C'est évidemment mieux que les 52 % actuels, mais, avec une démographie moins défavorable, le chiffre aurait pu atteindre 74 %.

Certains gouvernements de la région misent sur des incitations financières pour revigorer la natalité. En Hongrie, où les autorités ont clairement exprimé leur opposition à l'immigration, les mères de plus de quatre enfants sont exonérées d'impôt sur le revenu, et les couples ayant des problèmes de fertilité bénéficieront d'un traitement gratuit.

Mais, comme l'explique Scott, tout ne se résume pas à des taux de fécondité. Si le problème démographique régional est à ce point crucial, c'est en raison de l'ampleur des disparités de taux d'émigration et de mortalité, qui sont bien plus élevés qu'en Europe de l'Ouest.

« Les incitations financières expérimentées dans d'autres pays n'ont, semble-t-il, pas eu beaucoup d'effet sur les taux de natalité. Et même si elles avaient une efficacité immédiate, il faudrait deux décennies pour constater des différences dans la population en âge de travailler. Or le problème des tensions démographiques se pose ici et maintenant. », ajoute-t-il.

La région doit réagir sans tarder. Il faut augmenter les taux d'activité féminine et convaincre les travailleurs plus âgés de ne pas s'arrêter et de se former en conséquence. Et les pays de l'ECESSE doivent dissuader les candidats à l'émigration, ce qui nécessiterait de renforcer les institutions et d'améliorer le cadre économique en général et le climat de l'investissement.

« Nous vivons dans un monde extrêmement concurrentiel », rappelle la mère de Chris, Maria Topalova, qui est journaliste. Si des pays comme la Bulgarie « veulent retenir les jeunes talentueux et productifs, ils doivent leur proposer quelque chose en retour ».

À l'échelle mondiale, 54 % des entreprises affirment avoir des difficultés à recruter des personnes qualifiées. D'après l'enquête sur la pénurie de talents publiée par le groupe Manpower pour 2019, c'est le chiffre le plus élevé enregistré en dix ans. À Bucarest, au siège de Dacia, la voiture emblématique créée à l'époque communiste et dont Renault est aujourd'hui propriétaire, le personnel peut se faire masser, utiliser un gymnase et opter pour le télétravail

deux jours par semaine dans le cadre de la campagne lancée par l'entreprise pour attirer et garder des salariés qualifiés. Lors d'une conférence l'an dernier, son directeur général Christophe Dridi avait indiqué que Dacia devait proposer tout cela pour convaincre ses collaborateurs de rester.

Pour ces pays, l'autre solution réside peut-être sinon dans le recours à l'immigration. Le géant de la restauration rapide McDonald's a importé 30 salariés de Sri Lanka pour remédier à la pénurie de personnel dans trois de ses points de vente à Bucarest, dans le cadre d'un projet pilote sur deux ans. L'entreprise sert environ 230 000 clients par jour dans ses 84 restaurants roumains. Elle a en ouvert quatre autres en 2019 et envisage d'en ouvrir encore huit cette année.

L'automatisation a suscité de nombreux débats, et l'on considère en principe qu'elle devrait libérer du temps pour des activités plus intéressantes en permettant, par exemple, à des travailleurs de se consacrer davantage à

En dernier ressort, tout dépend de l'apprentissage, pas uniquement avant l'âge adulte, mais tout au long de la vie active.

l'enseignement qu'à des tâches administratives. Mais l'automatisation pourrait aussi évincer les travailleurs les moins qualifiés. En dernier ressort, tout dépend de l'apprentissage, pas uniquement avant l'âge adulte, mais tout au long de la vie active.

En Bulgarie, Rails Girls Sofia fait partie des initiatives exemplaires en matière de développement des compétences pour le futur : l'organisation a formé un millier de femmes à la programmation sur Internet depuis 2013.

Maria Topalova admet que la Bulgarie a bien changé. Quand elle l'avait quitté, le pays était au bord de l'effondrement économique et s'appuyait sur des institutions instables, ce qui avait motivé sa décision. Or les institutions bulgares s'améliorent, et les chercheurs du FMI estiment que les émigrés qualifiés pourraient donc être incités à revenir, ce qui enraierait la fuite des cerveaux. Des efforts supplémentaires seront toutefois nécessaires pour dissuader une nouvelle génération de partir.

« Aujourd'hui, la Bulgarie est membre de l'OTAN et de l'UE, l'économie est stable et les indicateurs macroéconomiques sont excellents, la démocratie fonctionne », résume Maria Topalova. En revanche, « si vous voulez voyager dans l'espace ou découvrir un traitement anticancer, il faut aller dans d'autres pays ayant déjà trouvé les moyens de financer la recherche dans ce type de domaines ». **FD**

MARIA PETRAKIS est une journaliste indépendante installée à Athènes, en Grèce.